

Depuis lors, on peut expliquer toute l'histoire de France par sa politique de bascule.

Nous retraçons, d'après *Nouvel Age* (numéro du 9 juin 1937), les principales étapes : 1920-1924 : la B.P.P. organise en douceur une fructueuse inflation. Poincaré, poussé par Robineau, gouverneur de la Banque de France, parvient, en 1924, à l'arrêter.

Mai 1924 : victoire électorale du Cartel des Gauches. Finaly reprend la politique d'inflation. Sous le ministère Herriot, il s'installe chez Clémentel, ministre des Finances, et organise méthodiquement la chute du franc.

1925 : Caillaux, installé au ministère, essaie vainement d'arrêter l'inflation.

1926 : Finaly est décidé à mener le franc à zéro, pour repartir ensuite comme en Allemagne après l'effondrement du mark. Il gagne à ses vues Robineau, qui l'avait combattu jusque là. *Caillaux démissionne Robineau de la Banque de France et le remplace par Moreau.*

Réplique de Finaly : Herriot, président de la Chambre, descend de son fauteuil, contre toute tradition parlementaire, pour attaquer Caillaux, radical comme lui, renverse le ministère et forme le suivant.

Contre-attaque des régents de la Banque de France : une manifestation policière bien montée conspué Herriot devant la Chambre et le force à démissionner. On ne peut pas, décidément, conduire le franc plus bas. Finaly, ayant tiré tout le parti possible de la baisse, se met à jouer à la hausse. Il redevient « national », ses journaux discréditent le Cartel. C'est l'Union Nationale avec Poincaré, qui opère, aidé de Moreau, le redressement financier (revalorisation et stabilisation du franc).

1927-1933 : La B.P.P. essaie des tentatives à gauche. Gouvernements de concentration, patronage de la scission « néo », rapprochement avec l'U.R.S.S.

1934 : réconciliation des deux groupes. Mercier préside à la transformation des croix de feu, groupement d'anciens combattants, en ligue fasciste. Les deux groupes préparent ensemble le 6 février. Ministères d'Union Nationale, où Herriot siège à côté de Laval-Flandin-Paul Reynaud-Tardieu...

1935 : nouvelle opposition des deux groupes. Mercier va en Russie faire alliance avec Staline. Grand tournant communiste en direction du Front Français. Mercier est entré à la Banque de Paris (Moreau s'y est introduit un peu avant, à sa sortie de la Banque de France) et démissionne des croix de feu. Il s'agit maintenant d'utiliser l'élan antifasciste du pays pour une nouvelle expérience aussi fructueuse que le Cartel, sinon plus.

Finaly joue la carte du Front populaire. Il la joue à fond. En avant pour préparer l'inflation massive et la crise financière! Epargnants, contribuables, salariés, à vos poches! On a tous les hauts fonctionnaires, tous les journalistes, tous les hommes en place qu'il faut pour réussir. Mais le groupe rival n'est pas content. L'instabilité monétaire, si elle pro-

fitte aux financiers, gêne les industriels. La C.G.T. est devenue puissante, exigeante. Elle rogne les privilèges du patronat. Tout cela, c'est la faute de Finaly, avec sa stupide politique « de gauche ». Il faut le limoger, avant qu'il ne soit trop tard. Le gouvernement de Front populaire commence à connaître de sérieuses difficultés. Les classes moyennes sont troublées. Le moment est excellent pour regrouper tout le capitalisme, *sans ou contre Finaly*, et de lancer le fascisme avec Doriot, *sans ou contre de la Rocque*, trop suspect d'attaches avec Mercier. On charge de l'opération M. Moreau, serviteur docile des anciens régents. A la suite d'une petite manœuvre bien montée, Finaly n'a pour lui qu'une voix au Conseil d'administration de la B.P.P. : celle du fidèle Mercier. Il démissionne...

Les conséquences.

Elles sont immenses, et de tous ordres.

D'abord la presse. Chacun des deux groupes capitalistes avait sa presse. D'un côté, la presse du Comité des Forges : *Temps, Figaro, Jour, Journal des Débats, Journée Industrielle*, plus ou moins liée au groupe du textile, du sucre et du papier : *Paris-Soir, Intran, Paris-Midi*.

De l'autre, la presse du trust Havas-Hachette (car la Banque de Paris était le principal actionnaire de Havas et de Hachette...) : *Matin, Journal, Echo de Paris* (en partie), *Action Française* (en partie), *Homme Libre, Œuvre*, etc..., au total, environ 240 journaux de Paris et de province. La presse du Comité des Forges, depuis quelque temps, lance Doriot. On lui a payé, tout exprès, la *Liberté*. On a sans doute essayé de lui payer l'*Echo de Paris*. Le problème se pose de savoir si, maintenant que la Banque de Paris est devenue la banque Moreau, toute la presse Havas deviendra ou non doriotiste. Il semble bien que non. Sans doute, Finaly, qui ne semble pas avoir engagé de capitaux personnels dans l'Agence Havas, se trouvera éliminé automatiquement de celle-ci. Il ne restera pas davantage aux Messageries Hachette, dont Moreau est vice-président. Mais un homme comme lui prend ses précautions. Quinze jours avant sa démission, on a appris les drames de l'*Echo de Paris* : Simond et Kérillis, éléments doriotistes, en sont chassés brusquement par une puissance mystérieuse, que nous pouvons plus facilement identifier maintenant. M. Blanc, d'opaque est devenu transparent! On a appris aussi que le *Journal*, de Guimier (celui-ci est au service de Finaly) et le *Matin* retireraient leur publicité à Havas! Le *Journal* et le *Petit Parisien* prépareraient la création d'une agence d'information! *L'Œuvre* soutient Finaly contre Moreau d'une façon indécente. (Le *Populaire*, hélas! sans soutenir Finaly, se borne à attaquer Moreau.) *L'Œuvre* réclame la nationalisation de l'Agence Havas-Information. Le *Matin* attaque les communistes... parce qu'ils disloquent le Front populaire! Autant de symptômes que Finaly ne se

tient pas pour battu. Il cherche sa revanche, dressera journaux contre journaux et agence contre agence. Nous n'avons pas fini de voir des choses curieuses en fait de contorsions journalistiques. Nous n'en donnons pour exemple, outre ceux qu'on vient de voir, que la si curieuse attaque de Daudet contre Moreau, au moment précis où celui-ci dégomme Finaly, financier juif international, dont il prend ainsi la défense...

Conséquences financières : Finaly, qui a un faible pour l'action occulte, siège dans très peu de conseils d'administration. Quelle base d'opérations aura-t-il, après avoir quitté la Banque de Paris? Nous nous le demandons avec curiosité. Aux dernières nouvelles, *Finaly et Mercier entreiraient à la Banque Lazare*, sœur rivale de la Banque de Paris, spécialisée, elle aussi, dans les manipulations financières et monétaires. Affaire à suivre.

Conséquences politiques : là encore, il est trop tôt pour affirmer. Mais il est possible que Finaly, privé d'une partie de ses moyens d'action, soit amené, pour combattre ses adversaires capitalistes, à utiliser davantage encore la puissance du mouvement antifasciste. Il chercherait alors à jouer un retour offensif du Front populaire. Vives attaques contre Moreau dans la presse de gauche, pression syndicale sur le patronat industriel, contre-offensive dans les classes moyennes, travaillées par la propagande de Doriot et de la Confédération du Patronat, contrôle ou mainmise de l'Etat sur le secteur bancaire qui ne lui appartient pas, et, en particulier, sur le Comité d'escompte de la Banque de France, resté au pouvoir des anciens régents, autant d'armes possibles entre ses mains. Les pleins pouvoirs contre Caillaux, c'est aussi les pleins pouvoirs contre Moreau...

Conséquences internationales : ce n'est pas là le moins obscur, ni le moins important. Chacun des groupes capitalistes français a ses attaches internationales complexes. Le Comité des Forges, lié au groupe Rotschild est en assez bons termes avec la City de Londres. Finaly s'entend fort bien avec la Standard Oil américaine... Il y a peut-être là l'une des raisons du conflit actuel. La bourgeoisie an-

glaise, qui veut l'alliance avec la France, et qui accepterait, le cas échéant, l'appui de la Russie dans une guerre européenne, est résolument hostile à une alliance franco-soviétique trop étroite. Or, Finaly et Mercier ont eu leur part dans la conclusion du pacte franco-soviétique. Il est possible que ce soit la finance anglaise qui ait poussé ses amis français à se débarrasser de Finaly, ce qui est un moyen comme un autre de diminuer l'influence stalinienne en France. Cette offensive anglaise a pu appeler la contre-offensive finalyste et communiste, et expliquerait peut-être en partie l'offre de participation communiste au gouvernement, la campagne de transformation du pacte franco-soviétique en alliance militaire effective, etc. Hypothèses que tout cela, simples hypothèses, nous le disons en toute franchise. Mais hypothèses à vérifier au prochain accroc...

En tout cas, ce qui n'est pas hypothétique, c'est l'attitude que nous devons prendre. Réjouissons-nous de la division encore persistante du capitalisme français. Apprêtons-nous à en profiter. *Mais ne nous berçons pas de l'illusion funeste qu'on peut se servir d'un groupe pour abattre l'autre.* A ce jeu, nous serons toujours battus. Il faut abattre Finaly, il faut abattre Moreau. *En même temps.* Personne dans le Front populaire ne propose sérieusement de s'allier avec de la Rocque pour abattre Doriot. Il serait aussi fou de proposer cette tactique pour ceux qui les paient. Dénouons la presse Finaly comme nous dénouons la presse de Wendel. Le moment est peut-être venu d'en finir avec Havas et avec Hachette, s'ils perdent le monopole qui faisait leur force principale. Sortons de la pause. Lançons la lutte décisive contre les trusts, contre tous les trusts. Dénouons toutes les alliances militaires, celles des fascismes et celles des démocraties, tous les bellicistes, de droite et de gauche. Le monde entier est coalisé contre les vrais révolutionnaires. Tout est bien ainsi...

A moins que Finaly ne soit définitivement knock-out, et ce serait alors l'union de tout le capitalisme français pour la réalisation prochaine du fascisme. RENÉ MODIANO.

La Commission coloniale du Parti

Jusqu'à présent, la Commission coloniale n'a pas présenté de rapport d'activité aux congrès du Parti. Jusqu'à présent également, la règle de la représentation proportionnelle, appliquée pour les organismes dirigeants du Parti, pour le Conseil d'administration du *Populaire*, etc., n'a pas été appliquée en ce qui concerne la composition de la Commission coloniale. Néanmoins, il a semblé nécessaire à un membre de la Commission coloniale, appartenant à la « minorité » du Parti de présenter quelques observations sur le fonctionnement de cette Commission depuis le congrès de Huyghens jusqu'à la veille du congrès de Marseille.

Attribution et composition de la Commission coloniale

La Commission coloniale est un « organisme technique et d'étude » dépendant de la C. A. P. « *Ceux des membres de la C. A. P. qui appartiennent à la Commission coloniale sont les représentants de la C. A. P. au sein de cet organisme.* » Contre cette définition de principe, aucune objection à formuler. Il est normal que la Commission coloniale soit subordonnée à la C. A. P. qui, seule, dirige le Parti dans l'intervalle de deux congrès.

Mais comme la question coloniale est une ques-